

# Des rebelles M23 contre les manifs

**RD Congo** Le régime a recruté des ex-rebelles pour réprimer les manifestations anti-Kabila, selon Human Rights Watch.

L'organisation de défense des droits de l'homme américaine Human Rights Watch (HRW) a révélé lundi que des officiers supérieurs des forces de sécurité congolaises avaient recruté, en Ouganda et au Rwanda, des rebelles du M23 pour réprimer les manifestations anti-Kabila de décembre 2016, tandis que d'autres ont reçu une formation "spéciale" pour défendre le Président hors mandat.

Les manifestations exigeant le départ de Joseph Kabila (au pouvoir depuis 2001) à la fin de son deuxième et dernier mandat constitutionnel, le 19 décembre 2016, avaient commencé ce jour-là et avaient été suivies d'autres protestations dans les jours suivants. On déplorait au moins 62 morts (certains cadavres ont été emmenés par les forces de sécurité), de nombreux blessés et arrestations.

## Recrutés à partir d'octobre 2016

Selon des membres de l'ancienne rébellion congolaise du M23 (défaite en novembre 2013) réfugiés dans des camps en Ouganda et au Rwanda et interrogés par HRW, ils avaient commencé à être recrutés par des officiers supérieurs des forces de sécurité congolaises entre octobre et début décembre 2016. Au moins 200 rebelles ont répondu à cet appel et ont été intégrés à des unités de la police, de l'armée et de la Garde républicaine (garde prétorienne de Joseph Kabila, n'obéissant pas à la hiérarchie militaire) congolaises, après avoir reçu uniforme et armes. HRW a obtenu des confirmations de ces informations par

des officiers de l'armée congolaise.

Les ex-rebelles ont été envoyés à Kinshasa, Goma et Lubumbashi et ont reçu l'ordre de tirer "à la moindre provocation des civils", a raconté l'un d'entre eux à HRW. Ils savaient que cette "guerre" serait facile, les officiers congolais qui les envoyaient réprimer les protestations leur ayant spécifié qu'ils seraient déployés "contre des manifestants non armés".

## Bons soldats

Incapable de former une bonne armée, le régime Kabila - père et fils - a, à plusieurs reprises, fait appel à l'armée rwandaise, à d'ex-rebelles tutsis congolais (bien que recherché par la justice internationale, Bosco Ntaganda fut longtemps le "numéro deux" de l'armée congolaise au Kivu) et aux rebelles hutus rwandais FDLR (issus des génocidaires) parce que ce sont de bons soldats, plus disciplinés que ceux de l'armée congolaise, mal payés et guère ravitaillés.

Selon les interviews menées par HRW, les ex-M23 défaits avaient accepté le recrutement de fin 2016 parce qu'ils vivent dans des conditions misérables et qu'on leur promettait, outre la paie, de pouvoir revenir au Congo et obtenir poste et grade. Seuls certains d'entre eux ont toutefois vu ces promesses respectées. Selon HRW, il y a eu de nouveaux recrutements entre mai et juillet 2017, pour une formation à Kisanangani (nord-est du Congo) à des "opérations spéciales". L'inquiétude est donc grande que ces rebelles soient à nouveau utilisés pour réprimer les protestations contre le maintien au pouvoir de Joseph Kabila.

Le président du M23, Bertrand Bisimwa, a jugé ces recrutements "inacceptables" et assuré que les recrues étaient des "déserteurs et autres indisciplinés radiés" qui, une fois au Congo, sont "à la merci du gouvernement" Kabila.

MFC